

La gestion et la préservation des ressources en eau, nouveau cheval de bataille

Dossier de la rédaction de H2o
October 2016

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a indiqué que la gestion et la préservation de l'eau était désormais la nouvelle bataille de l'Algérie après celle de la mobilisation de la ressource, qui a coûté à l'État plus de 50 milliards de dollars US.

"Nous avons gagné la bataille de la mobilisation (de l'eau) et nous devons entamer la bataille de la gestion de cette ressource et la préservation des infrastructures", a indiqué M. Ouali lors d'un regroupement des cadres du secteur. S'appuyant sur les principes du plan national de l'eau, le ministre a noté que "notre mission ne s'arrête pas à la réalisation des infrastructures", alors qu'il faut contrôler les réseaux et les infrastructures à partir du barrage jusqu'à la distribution. Il a insisté sur la nécessité de combattre le branchement illicite et les fuites d'eau pour préserver la ressource, indiquant que les 3,6 milliards de mètres cubes d'eau destinés annuellement à l'alimentation en eau potable (AEP) n'arrivent pas entièrement aux consommateurs, en raison des fuites et des pertes. En matière de branchement illicite, il a estimé recensé depuis six mois 13 000 cas, ce qui représente l'équivalent de 2 millions de mètres cubes, selon le ministre qui appelle les cadres et agents du secteur qui compte plus de 50 000 travailleurs à se mobiliser contre le phénomène du vol et des pertes. M. Ouali a cité le cas de projets stratégiques d'alimentation des populations en eau potable qui sont soit à l'arrêt soit non exécutés sans que les responsables locaux n'interviennent pour améliorer la situation. Il a appelé, à ce titre, les directeurs des ressources en eau (DRE) à s'impliquer davantage dans la gestion du service de l'eau en privilégiant la proximité. Selon un état des lieux établi par le secteur, l'état a consenti beaucoup d'efforts pour renforcer l'AEP des villes et localités à travers la réalisation de barrages, de système de transfert d'eaux superficielles, souterraine et d'eau de dessalement ainsi que la réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable des grandes villes. Mais, ces réalisations "n'ont pas encore permis d'atteindre l'ensemble des objectifs assignés au secteur". En matière de service public de l'eau, il a constaté la non continuité de la distribution de l'eau et la persistance de points noirs dans la plupart des villes et localités et des lacunes dans la prise en charge des fonctions opérationnelles, notamment en matière de gestion technique, d'exploitation et de maintenance des réseaux et installations. Des insuffisances en matière d'accueil des usagers au niveau des agences commerciales ont également été relevées.

Concernant l'agriculture, le ministre a indiqué que son secteur fournit actuellement 6,3 milliards de mètres cubes à l'irrigation agricole. Cet effort devrait se poursuivre pour atteindre les objectifs d'amélioration de la production et de la productivité afin de permettre au secteur agricole de jouer son rôle de diversification de l'économie nationale. En ce qui concerne l'environnement, M. Ouali a demandé aux directeurs de wilaya de se rapprocher du mouvement associatif pour être proche du citoyen et pour mieux diagnostiquer les problèmes liés à l'environnement. Plusieurs problématiques devraient être abordées lors de ce regroupement qui se poursuivra dimanche notamment le manque de suivi de la gestion des déchets, la prolifération des déchets sauvages, la pollution, le recyclage et la valorisation économique des déchets industriels, les substances et produits chimiques dangereux et le recouvrement des taxes sur l'environnement.

Algérie Presse Service (Alger) - à AllAfrica